

est de faire le point sur l'aide au développement et sur les politiques commerciales connexes, l'une commandée dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement et l'autre par la Banque mondiale. Cette dernière étude sera dirigée par l'ancien premier ministre du Canada qui, incidemment, est un de ceux qui vous ont précédé, Monsieur le Président, au poste éminent de Président de l'Assemblée générale, M. Lester Pearson.

On doute, dans certains milieux, que les ressources fournies en vue du développement soient utilisées avec le maximum d'efficacité. Ces études devraient nous permettre de tirer les leçons de l'expérience passée et nous apporter des indications utiles quant à la politique à suivre dans l'avenir. Avec ces lumières, on aura peut-être une plus grande confiance à l'égard des programmes de développement et, espérons-nous, les pays développés se montreront peut-être davantage disposés à augmenter leur aide.

Il semble que, dans une proportion notable, l'écart entre les sociétés plus évoluées et celles qui le sont moins reflète les différences de niveau où en est leur apprentissage de la façon d'appliquer les techniques et les fruits de la science et de la technologie à leurs problèmes fondamentaux de développement. Il ne suffit pas simplement d'exporter l'expérience des pays plus évolués pour combler cet écart. Les pays en voie de développement ont besoin d'acquérir leur propre compétence en matière de science et de technologie. Pour y parvenir, il faut qu'ils aient accès au réservoir de connaissances et d'expérience qui existe ailleurs, et en devrait se réjouir des efforts qu'il font pour adapter ces connaissances et cette expérience à leurs propres besoins et aspirations.

Reconnaissant l'importance de ce domaine, le Gouvernement du Canada entend créer dans le pays une institution dont le but sera l'application pratique de la science et de la technique aux problèmes sociaux et économiques fondamentaux du développement. Le conseil de direction et le personnel de cette institution seront recrutés dans plusieurs pays, et les résultats de ses travaux seront mis gratuitement à la disposition de la communauté internationale. Cette institution visera à donner une nouvelle impulsion à la recherche des solutions à apporter aux malaises sociaux et économiques qui sont la cause fondamentale d'un si grand nombre de problèmes soumis à notre Assemblée.

Mon Gouvernement reconnaît qu'il faut améliorer les conditions du commerce mondial pour que les pays en voie de développement puissent utiliser plus efficacement les progrès techniques et attirer les capitaux de placement. Nous avons entendu, de cette tribune, différents commentaires concernant la Deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Personne ne peut être satisfait des résultats de cette Conférence. Mais il est encourageant de noter que, en même temps qu'on y a proposé de nouvelles formules d'aide — comme les régimes tarifaires préférentiels en matière de douane — on a également admis la nécessité de transformer, en profondeur, les méthodes de travail de notre Organisation. Nous attendrons avec impatience le rapport sur les questions soulevées à la CNUCED, que présentera le Président de cette Conférence à l'Assemblée générale réunie en séance plénière.